

Le PIB déconnecté de l'investissement public

• Malgré l'effort massif d'investissement, la croissance reste molle

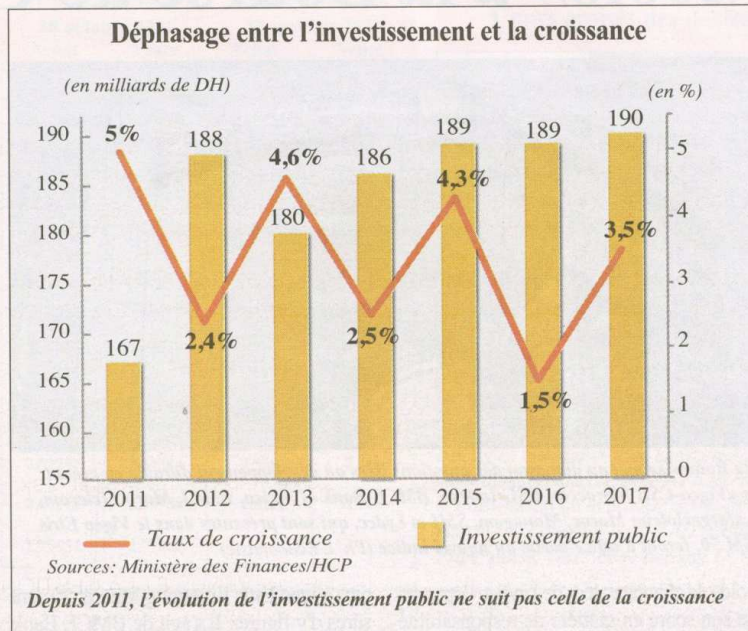
• L'impact des projets ne se fait ressentir qu'à long terme

• Adoption d'une nouvelle approche de gestion des projets

LES moteurs de l'investissement public seront allumés encore une autre fois alors que ceux de la croissance économique sont éteints. En 2017, les ressources financières mobilisées s'élèveront à 190 milliards, soit 23 milliards de plus qu'en 2011. Paradoxalement, durant cette période, la croissance a ralenti (voir infographie).

«Le poids du secteur primaire et sa dépendance de la pluviométrie conditionnent fortement la croissance économique. De ce fait, l'impact de l'investissement public doit être analysé sous cet angle et en tenant compte de ses limites propres en valeur et en qualité», explique Aziz Jaid, économiste à la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. L'investissement public, qu'il soit dirigé vers des opérations rapides, électrification des zones rurales, programmes de soutien aux TPME, ou qu'il soit destiné à des projets de plus grande envergure, comme des projets d'infrastructures, n'aura pas le même effet sur la croissance à court, à moyen et à long terme.

En parallèle, dans son étude (voir notre édition du 15 janvier 2016) sur le «rendement du capital physique au Maroc», le Haut commissariat au plan (HCP) a alerté



sur le rendement et l'efficacité de l'investissement. L'utilisation non optimale du capital humain et de la gouvernance freine la croissance. Le HCP a mis l'accent sur la divergence entre le rythme de l'investissement et de la croissance caractérisé par une évolution marquée par des variations cycliques au gré de la production agricole.

Le faible rendement de l'investissement rendrait insoutenable l'effort de financement consenti. «Le pays n'est pas en mesure de continuer à accumuler le capital sans une amélioration significative de sa productivité et par conséquent de l'épargne nationale susceptible de répondre aux besoins de financement de l'économie», note le HCP. Le dysfonctionnement vient d'un effort d'investissement canalisé vers des secteurs «peu productifs de valeur ajoutée».

L'agriculture et l'industrie ont été «négligées» au profit des services. Pour le HCP, la valeur ajoutée créée dans le secteur agricole devrait être réinvestie dans ce secteur et non pas dans les services par exemple.

Pour améliorer le rendement de l'investissement public, les autorités vont instaurer de nouvelles règles du jeu. Le projet de loi de finances révèle l'adoption d'une nouvelle approche de gestion des projets. Celle-ci sera fondée sur la mise en place de nouveaux critères de sélection et de suivi liés à la nécessité de disposer d'études préalables (coût, durée, moyen de financement). A cela s'ajoute une concordance avec les stratégies sectorielles. C'est dans cette logique qu'une banque intégrée de projets d'investissement sera élaborée. Elle renseignera sur les sources de financement, leur répartition régionale et leur impact. □

Soufiane NAKRI

Ce que dit la Banque mondiale

AU niveau macroéconomique, l'effort d'accumulation de capital depuis une dizaine d'années a porté le taux d'investissement total du pays au-delà de 30% du PIB, ce qui positionne le Maroc parmi les pays aux taux d'investissement élevés. En dépit de ces investissements, la croissance économique est effectivement restée relativement modeste.

Cela s'explique par la composition de l'investissement marocain. L'effort d'investissement au cours des années passées a principalement été celui de l'Etat et des entreprises publiques (Autoroutes du Maroc, CDG, ONCF, OCP, ONEE, etc.). L'investissement du secteur privé est quant à lui resté stable en proportion du PIB au cours de la dernière décennie, à l'exception de quelques épisodes de hausse liés au boom immobilier des années 2005-2008. Or, sans un relais plus fort du secteur privé, l'investissement public ne peut à lui seul tirer la croissance, d'autant plus que les investissements publics sont généralement des investissements dont les effets se font ressentir dans le long terme.

Par ailleurs, le processus décisionnel et le cadre incitatif gouvernant les décisions d'investissement public ne sont pas les mêmes que ceux gouvernant l'allocation du capital dans le secteur privé. Si rentabilité et profitabilité sont censés guider tout processus d'investissement privé, le secteur public est souvent motivé par des considérations sociales, d'aménagement du territoire et des considérations à caractère autre qu'économique.



Jean-Pierre Chauffour, économiste principal de la Banque mondiale pour le Maroc (Ph. L'Economiste)

Sans surprise, ces processus décisionnels différents entre secteurs public et privé conduisent à des résultats tout aussi différents en termes de rentabilité économique et financière. L'enjeu dans les années à venir est donc d'accélérer une croissance tirée par le développement du secteur privé. Les contraintes qui semblent entraver un tel développement seraient plutôt de l'ordre des infrastructures dites «soft» (services publics, climat des affaires, qualité de l'éducation, etc.) que des infrastructures «hard» du pays. Selon nos études, là est l'enjeu principal du développement du capital immatériel du Maroc pour accélérer la convergence de l'économie marocaine vers les économies émergentes. □

S. N.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com